

Alberta : horizon* 2020–2021

L'EXAMEN FINANCIER MILITE EN FAVEUR DE L'AUSTÉRITÉ DES DÉPENSES

Nous continuons de nous attendre à une croissance anémique en Alberta cette année, en enchaînant avec un rebond de la croissance de l'ordre de 2,5 % dans les deux années suivantes. L'investissement pétrogazier est toujours aussi timoré sur fond d'incertitude avivée en raison de la capacité insuffisante de transport par oléoduc, ce qui s'est répercuté sur d'autres secteurs de l'économie provinciale : ainsi, la croissance de l'emploi est nettement inférieure à la moyenne nationale, et depuis le début de l'année, les indicateurs comme la construction de logements, les ventes au détail et la construction non résidentielle restent anémiques.

Puisqu'on ne s'attend pas à ce que l'oléoduc TransMountain soit achevé avant au moins 2022, il faudra attendre au moins quelques années encore avant que le marché pétrolier de l'Ouest canadien atteigne un équilibre durable de l'offre et de la demande et que le différentiel des cours du brut entre le pétrole léger et le pétrole lourd se stabilise. Or, les travaux menés dans les projets d'oléoduc à l'approche de 2020 devraient rehausser l'investissement et contribuer au relèvement de la croissance économique à partir de la fin de cette année. On s'attend aussi à ce que l'activité liée aux grandes installations pétrochimiques étaye la croissance dans les prochaines années, et nous entrevoyons un surcroît de dépenses en immobilisations par rapport aux baisses des taux d'imposition des sociétés planifiées dans les quatre prochaines années. Les nouvelles hausses des plafonds de production pétrolière contingentée par le gouvernement devraient porter la production du secteur pétrogazier et ses exportations.

Les récents attentats contre les infrastructures pétrolières saoudiennes, qui ont temporairement paralysé près de 6 % de l'offre mondiale de pétrole brut, ont placé sur le devant de la scène les inquiétudes depuis longtemps assoupies sur la sécurité énergétique. La conjoncture du secteur pétrolier canadien — en particulier les vastes gisements de sable pétrolifères — profite traditionnellement de ces inquiétudes, qui étaient du nombre des raisons qui ont donné de l'élan à des projets d'infrastructures comme le pipeline Keystone XL.

Publiés durant l'été 2019, le rapport et les recommandations du groupe d'experts du Ruban bleu (BRP) sur les finances albertaines viennent conforter les plans budgétaires déjà annoncés par le gouvernement provincial et ouvrent la porte à un budget transformationnel à la fin du mois. La maîtrise des dépenses devrait constituer le trait dominant du prochain plan directeur budgétaire; le BRP laisse entendre qu'il faudra déployer des mesures d'austérité budgétaire supérieures à celles qui ont déjà été évoquées pour équilibrer la comptabilité de la province d'ici l'EF 23 (graphique). Le rapport trace également les grandes lignes des suggestions destinées à recadrer les dépenses de gouvernance et d'administration dans la fonction publique et à relancer la compétitivité. Tous les détails du nouveau cadre des dépenses en immobilisations, qui visera à harmoniser la pérennité budgétaire et à lisser les cycles de hauts et de bas de l'évolution de l'économie, seront absolument essentiels pour la croissance à long terme.

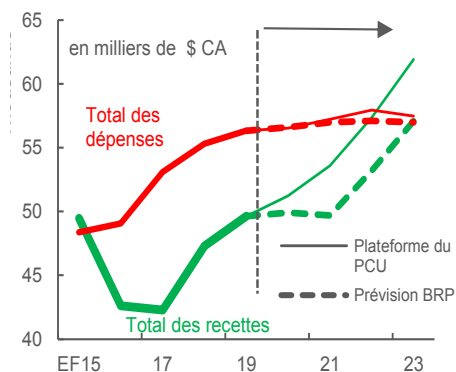
RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste, Provinces
416.866.4733
Études économiques de la Banque Scotia
marc.desormeaux@scotiabank.com

Alberta				
variation en %, sauf indication contraire				
Conjoncture économique	18e	19p	20p	21p
PIB réel	2,3	0,5	2,4	2,7
PIB nominal	4,5	1,9	4,5	5,7
Emploi	1,9	0,8	1,0	1,2
Taux de chômage en %	6,6	6,8	6,9	6,8
Mises en chantier de logements en milliers	26	27	30	31
Situation budgétaire*	EF 19	EF 20	EF 21	
Solde budgétaire, en % du PIB	-1,9	-2,2	-1,9	
Dette nette, en % du PIB	7,9	10,7	12,6	

*Prévision du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia.
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL, ministère des Finances de l'Alberta.

Perspectives financières de l'Alberta



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Conseil du Trésor et ministère des Finances de l'Alberta, plateforme du Parti conservateur uni 2018.

*Sauf indication contraire, les chiffres sont exprimés en dollars canadiens. Données finalisées le 9 octobre 2019.

Tableau des prévisions provinciales : synthèse

	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)										
PIB réel	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC
2000–18	2,1	2,4	1,8	1,3	1,2	1,8	2,0	2,3	2,0	2,8	2,7
2018e	1,9	-2,7	2,6	1,2	0,1	2,5	2,3	1,3	1,6	2,3	2,4
2019p	1,6	2,0	2,1	1,3	0,6	2,4	1,7	1,4	1,3	0,5	2,2
2020p	1,8	0,6	1,9	1,3	0,8	1,6	1,7	1,5	1,5	2,4	2,8
2021p	1,9	0,8	1,8	1,1	0,7	1,6	1,6	1,5	1,7	2,7	2,4
PIB nominal											
2000–18	4,3	5,6	4,2	3,3	3,4	3,7	3,9	4,4	5,4	5,9	4,7
2018e	3,6	0,5	4,6	3,2	1,9	4,2	3,5	3,1	3,8	4,5	4,4
2019p	3,2	3,5	4,1	3,0	2,2	3,7	3,3	3,4	3,4	1,9	4,4
2020p	3,8	2,9	3,9	3,2	2,4	3,3	3,4	3,3	3,8	4,5	5,4
2021p	4,3	3,7	3,8	2,8	2,1	3,6	3,9	3,3	4,5	5,7	5,1
Emploi											
2000–18	1,4	0,6	1,1	0,6	0,4	1,3	1,3	1,0	1,1	2,2	1,5
2018	1,3	0,5	3,0	1,5	0,3	0,9	1,6	0,6	0,4	1,9	1,1
2019p	2,1	1,1	1,8	2,2	0,6	1,6	2,6	1,2	1,7	0,8	3,0
2020p	1,0	0,0	0,8	0,3	0,2	0,8	1,2	0,6	0,7	1,0	1,5
2021p	1,0	-0,1	0,6	0,1	0,2	0,8	1,0	0,6	0,6	1,2	1,3
Taux de chômage (%)											
2000–18	7,1	14,3	11,1	8,8	9,5	7,9	7,0	5,1	5,0	5,3	6,5
2018	5,8	13,8	9,4	7,6	8,0	5,5	5,6	6,0	6,1	6,6	4,7
2019p	5,7	12,1	8,9	6,8	8,1	5,2	5,6	5,4	5,4	6,8	4,6
2020p	5,9	12,1	9,0	6,8	8,1	5,4	5,8	5,5	5,5	6,9	4,8
2021p	5,9	12,0	9,1	6,9	8,0	5,5	5,8	5,6	5,4	6,8	4,9
Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)											
2000–18	200	2,5	0,8	4,3	3,4	44	72	5,2	5,2	34	29
2018	213	1,1	1,1	4,8	2,3	47	79	7,4	3,6	26	41
2019p	210	0,9	1,1	4,6	2,8	49	71	6,8	2,5	27	44
2020p	206	1,3	1,1	4,2	2,4	46	76	6,0	3,3	30	37
2021p	202	1,1	1,0	4,2	2,4	44	78	6,0	3,7	31	32
Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)											
2000–18	1 674	29	6	48	38	415	646	48	45	217	182
2018	1 984	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217
2019p	1 935	31	9	51	39	448	810	60	49	223	215
2020p	1 915	26	7	50	38	435	805	58	50	227	219
2021p	1 915	26	7	47	36	435	805	58	51	231	219
Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)											
2018	-18 961	-911	1	230	67	2 622	-3 672	-695	-303	-8 023	301
2019e	-14 000	-522	14	120	5	2 500	-7 435	-470	-268	-6 711	1 535
2020p*	-19 800	-575	2	31	38	0	-10 252	-360	26	-7 912	179

* Le solde budgétaire de T.-N.-L. en 2020 ne tient pas compte d'une hausse ponctuelle des revenus découlant de l'incidence de l'Accord atlantique. Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.